



## Dépolitiser l'islam

**E**n Iraq, en Égypte, au Nigéria, des musulmans tuent des chrétiens parce que ceux-ci ne croient pas en Allah. Ailleurs, toujours en terre d'islam, des femmes adultères, des hommes, dont la seule faute est d'aimer d'autres hommes, vivent dans l'attente d'une exécution à mort, parfois par lapidation.

Depuis quelques années, certains musulmans tentent, avec toute la violence nécessaire, de nous imposer leur conception sanguinaire et guerrière de l'islam. À travers le monde, ces assassinats provoquent leurs lots d'indignations et de réprobations et les pétitions recueillent nombre de signatures. Chaque fois, de nombreux musulmans dénoncent à leur tour ces assassinats et ces attentats. Mais rien ne change ; ici et là, en terre d'islam, des hommes et des femmes continuent d'être discriminés, assassinés ou condamnés et exécutés parce qu'ils ne croient pas ou plus en Allah. Il est grand temps que cela cesse. Mais comment y parvenir ?

« *L'islam est politique ou n'est rien* » prétendait Khomeiny. Bien qu'il fût – et il demeure – une référence religieuse pour des millions de musulmans, le fondateur de la république islamique d'Iran se trompait. Du moins, sa formule ne se vérifie qu'à moitié. Oui, l'islam est politique ; tout au moins, il l'a toujours été. Prophète conquérant, Mohammed fut le

chef militaire et politique de la communauté des fidèles – la *umma*. À sa mort, le régime du califat fut instauré et perdura pendant des siècles avant d'être aboli officiellement en 1924. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, au moment des indépendances, à quelques exceptions près, tous les pays où les musulmans étaient majoritaires adoptèrent l'islam comme religion d'État.

Dans les pays arabo-musulmans, chaque fois que des élections se déroulent sans trucages et dans la transparence, le parti islamiste local – lorsqu'il est autorisé à y prendre part – l'emporte (le FIS, en décembre 1991, en Algérie ; le Hamas, en janvier 2006, dans les territoires occupés). Bien plus, partout où la constitution fait de l'islam la religion de l'État, rares sont les partis politiques qui n'usent pas, d'une manière ou d'une autre, d'une dialectique islamique. Partant, la justice locale punit l'apostasie, le blasphème, les relations sexuelles hors mariages et l'homosexualité, sans que personne n'y trouve rien à redire. Ainsi, d'aucuns, à l'instar de Khomeiny, soutiennent que la foi musulmane suppose et impose une application politique de ses principes.

Pourtant, il n'existe qu'une seule et unique voie pour mettre un terme à ces jugements iniques qui ne laissent aucune place au libre arbitre : dépolitiser l'islam en abrogeant les constitutions. En effet, si l'islam n'était plus la religion d'État en Algérie, au Maroc ou en Égypte, pour ne citer que ces pays, les justices locales, ne se référant plus à la charia, ne condamneraient plus des individus pour blasphème



ou non pratique du jeûne pendant le mois du Ramadan. Elles cesseraient alors de prononcer des peines de prison, voire de mort, à l'endroit de femmes adultères ; elles interdiraient probablement également la polygamie. Elles pourraient même un jour - pourquoi pas ? - autoriser le mariage homosexuel. De rétrograde, la justice en terre d'islam deviendrait alors progressiste, bien plus que celle rendue dans certaines démocraties occidentales où des peines capitales continuent d'être prononcées et appliquées, où les mariages homosexuels sont par trop souvent encore interdits et où, au nom de la sécurité, les atteintes aux libertés fondamentales se multiplient. Alors oui, il existerait enfin un islam dépolitisé et les sociétés arabo-musulmanes trouveraient une certaine forme de laïcité. En tant que musulman, c'est l'unique vœu que je formule en ce début d'année 2011.

© Youssef Jebri, janvier 2011.